CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.475/4
du 14 décembre 2016

sur

un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant assentiment à :

1° la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 14 novembre 1996, telle que modifiée par le Protocole du 18 février 2015 ;

2° le Protocole, fait à Bruxelles le 18 février 2015 modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 14 novembre 1996'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.475/4
van 14 december 2016

over

een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'houdende instemming met:

1° de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Oezbekistan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, ondertekend te Brussel op 14 november 1996, zoals gewijzigd door het Protocol van 18 februari 2015;

2° het Protocol, gedaan te Brussel op 18 februari 2015, tot wijziging van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Oezbekistan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, ondertekend te Brussel op 14 november 1996'

‡LW-ADBROEJED-GAEHFPT‡

Le 17 novembre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à :

1° la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 14 novembre 1996, telle que modifiée par le Protocole du 18 février 2015 ;

2° le Protocole, fait à Bruxelles le 18 février 2015 modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 14 novembre 1996'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 décembre 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Patrick RONVAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 décembre 2016.

*

‡LW-ADBROEJED-GAEHFPT‡

Op 17 november 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met:

1° de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Oezbekistan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, ondertekend te Brussel op 14 november 1996, zoals gewijzigd door het Protocol van 18 februari 2015;

2° het Protocol, gedaan te Brussel op 18 februari 2015, tot wijziging van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Oezbekistan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, ondertekend te Brussel op 14 november 1996'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 december 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Patrick RONVAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 december 2016.

*

‡LW-ADBROEJED-GAEHFPT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet [1], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose que pour chaque « projet d'acte législatif », chaque ministre établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

En vertu de l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', « le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres ».

En l'espèce, le dossier transmis au Conseil d'État ne contient aucun élément établissant que le « test genre » a été réalisé à propos de l'avant-projet d'ordonnance.

2. Plusieurs dispositions du traité sont de nature à avoir une incidence sur la vie économique et sociale de la Région de Bruxelles-Capitale.

Conformément à l'article 6, § 1er, 1° de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale', il y a lieu de solliciter l'avis de ce Conseil.

3. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de veiller à l'accomplissement de ces formalités prescrites préalablement à l'adoption de l'avant-projet d'ordonnance [2].

[1] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[2] Voir dans le même sens l'avis 59.519/4 donné le 28 juin 2016 sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment au Traité Benelux relatif à la coopération, transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, fait à Liège le 3 octobre 2014' (*Doc. parl.*, Parl. Brux.-Cap., 2015-2016, n° A-399/1, pp. 7-10) et l'avis 58.667/4 donné le 5 janvier 2016 sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro le 27 octobre 2005 et signée à Strasbourg le 25 juin 2012'.

‡LW-ADBROEJED-GAEHFPT‡

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE D'ASSENTIMENT

1.1. Dans l'intitulé de l'avant-projet d'ordonnance et à l'article 2, en ce qui concerne un traité, il y a lieu de mentionner dans l'ordre suivant son appellation spécifique suivie de son intitulé et des mots « fait à … (lieu), le … (date) » ou « adopté à … (lieu), le … (date) » selon la formule utilisée dans le texte du traité [3].

1.2. L'article 2 de l'avant-projet d'ordonnance d'assentiment sera rédigé comme suit [4] :

« Sortiront leur plein et entier effet :

1° la Convention entre la République d'Ouzbékistan et le Royaume de Belgique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et Protocole, faits à Bruxelles le 14 novembre 1996, Convention telle que modifiée par le Protocole du 18 février 2015 ;

2° le Protocole additionnel amendant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Ouzbekistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 14 novembre 1996, fait à Tachkent, le 17 avril 1998 ;

3° le Protocole modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 14 novembre 1996, telle que modifiée par le Protocole additionnel, signé à Tachkent le 17 avril 1998, fait à Bruxelles le 18 février 2015 ».

L'intitulé sera revu en conséquence.

2. Il y a lieu de joindre au projet d'ordonnance qui sera déposé sur le bureau du Parlement [5] :

– le texte authentique de la Convention du 14 novembre 1996 avec les textes français et néerlandais précédés de la mention traduction ;

– le texte authentique du Protocole additionnel du 17 avril 1998 avec les textes français et néerlandais précédés de la mention traduction ;

– le texte authentique du Protocole modificatif du 18 février 2015 avec les textes français et néerlandais précédés de la mention traduction.

---

[3] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 73.1.

[4] Voir, en ce qui concerne le 2°, la loi du 9 juin 1999 'portant assentiment aux Actes internationaux suivants : Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et Protocole, signés à Bruxelles le 14 novembre 1996 et Protocole additionnel amendant cette Convention, signé à Tachkent le 17 avril 1998'.

[5] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 209, B.

‡LW-ADBROEJED-GAEHFPT‡

3. Le traité est en défaut d'identifier le signataire belge [6].

*

[6] Voir l'avis 41.902/4 donné le 9 janvier 2007 sur un avant-projet devenu le décret du 3 mai 2007 'portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République de Madagascar, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Antananarivo le 29 septembre 2005' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2006-2007, n° 576/1, p. 15) et l'avis 59.766/2/V, donné le 23 août 2016 sur un avant-projet de décret 'portant assentiment à l'Accord, fait à Londres le 13 mars 2014, entre le Royaume de Belgique et Jersey en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2016-2017, n° 659/1, p. 13).

‡LW-ADBROEJED-GAEHFPT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[1] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Luidens artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 'houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' stelt elke minister voor elk "wetgevend ontwerp" een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

Krachtens artikel 13, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 'houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' "[wordt] de 'gendertest' (...) ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad".

In casu bevat het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden geen enkel element waaruit blijkt dat de "gendertest" uitgevoerd zou zijn met betrekking tot het voorontwerp van ordonnantie.

2. Verscheidene bepalingen van het verdrag kunnen een weerslag hebben op het economisch en sociaal leven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Overeenkomstig artikel 6, § 1, 1°, van de ordonnantie van 8 september 1994 'houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' moet het advies van die Raad worden ingewonnen.

3. De steller van het voorontwerp moet erop toezien dat die voorgeschreven vormvereisten worden vervuld voordat het voorontwerp van ordonnantie wordt aangenomen.[2]

[1] Daar het een voorontwerp van ordonnantie betreft, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[2] Zie in dezelfde zin advies 59.519/4, gegeven op 28 juni 2016 over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het Benelux-Verdrag betreffende grensoverschrijdende samenwerking inzake wegvervoerinspectie, gedaan te Luik op 3 oktober 2014' (*Parl.St.* Br.Parl. 2015-16, nr. A-399/1, 7-10) en advies 58.667/4, gegeven op 5 januari 2016 over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met de Kaderconventie van de Raad van Europa over de bijdrage van cultureel erfgoed aan de samenleving, opgemaakt te Faro op 27 oktober 2005 en ondertekend te Straatsburg op 25 juni 2012'.

‡LW-ADBROEJED-GAEHFPT‡

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN INSTEMMINGSORDONNANTIE

1.1. In verband met het opschrift van het voorontwerp van ordonnantie en artikel 2 wordt opgemerkt dat een verdrag vermeld moet worden met zijn specifieke benaming, gevolgd door het opschrift en de woorden "ondertekend te … (plaats) op … (datum)" of "aangenomen te … (plaats) op … (datum)" volgens de formulering die wordt gebruikt in de tekst van het verdrag.[3]

1.2. Artikel 2 van het voorontwerp van instemmingsordonnantie dient als volgt te worden gesteld:[4]

"Zullen volkomen gevolg hebben:

1° de Overeenkomst tussen de Republiek Oezbekistan en het Koninkrijk België tot het vermijden van de dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en het Protocol, gedaan te Brussel op 14 november 1996, de Overeenkomst zoals gewijzigd door het Protocol van 18 februari 2015;

2° het Aanvullend Protocol, gedaan te Tachkent op 17 april 1998, tot wijziging van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Oezbekistan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, ondertekend te Brussel op 14 november 1996;

3° het Protocol, gedaan te Brussel op 18 februari 2015, tot wijziging van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Oezbekistan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, ondertekend te Brussel op 14 november 1996, zoals gewijzigd door het Aanvullend Protocol, ondertekend te Tachkent op 17 april 1998."

Het opschrift moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. Bij het ontwerp van ordonnantie dat bij het bureau van het Parlement zal worden ingediend, behoort het volgende te worden gevoegd:[5]

– de authentieke tekst van de Overeenkomst van 14 november 1996, samen met de Franse en de Nederlandse tekst ervan, voorafgegaan door de vermelding "vertaling";

[3] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 73.1.

[4] Zie, met betrekking tot de bepaling onder 2°, de wet van 9 juni 1999 'houdende instemming met de volgende internationale Akten: Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Oezbekistan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en Protocol, ondertekend te Brussel op 14 november 1996 en Aanvullend Protocol tot wijziging van deze Overeenkomst, ondertekend te Tashkent op 17 april 1998'.

[5] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 209, B.

‡LW-ADBROEJED-GAEHFPT‡

– de authentieke tekst van het Aanvullend Protocol van 17 april 1998, samen met de Franse en de Nederlandse tekst ervan, voorafgegaan door de vermelding "vertaling";

– de authentieke tekst van het wijzigingsprotocol van 18 februari 2015, samen met de Franse en de Nederlandse tekst ervan, voorafgegaan door de vermelding "vertaling".

3. In het verdrag moet de naam van de Belgische ondertekenaar worden vermeld.[6]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY

[6] Zie advies 41.902/4, op 9 januari 2007 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 3 mei 2007 'houdende instemming met de overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, enerzijds, en de Republiek Madagascar, anderzijds, inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Antananarivo op 29 september 2005' (*Parl.St.* W.Parl. 2006-07, nr. 576/1, 15) en advies 59.766/2/V, op 23 augustus 2016 gegeven over een voorontwerp van decreet, gedaan te Londen op 13 maart 2014, 'houdende instemming met het Akkoord tussen het Koninkrijk België en Jersey inzake de uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot belastingaangelegenheden' (*Parl.St.* W.Parl. 2016-17, nr. 659/1, 13).

‡LW-ADBROEJED-GAEHFPT‡